

Saint-Hyacinthe, 11 février 2025

Monsieur Eric Girard
Ministre des Finances du Québec
Par courriel : consultations@finances.gouv.qc.ca.

Éviter l'austérité et ses conséquences désastreuses

Monsieur le Ministre,

Alors que vous vous apprêtez à rédiger le prochain budget du Québec, nous désirons vous mettre en garde contre les conséquences nuisibles que pourraient entraîner certaines décisions. Nous souhaitons également vous suggérer des pistes d'action qui permettraient d'augmenter les revenus du Québec.

Depuis l'automne dernier, les effets concrets des mesures d'austérité mises en place par votre gouvernement se font durement sentir dans les services à la population.

Par exemple, à la fin du mois d'octobre, la CAQ annonçait un gel des embauches dans les services publics pour le « travail administratif », ignorant ainsi la complexité et l'interdépendance des fonctions d'un hôpital, d'une école ou d'un cégep. Les soins à domicile pour les personnes en situation de handicap sont désormais affectés, et un programme d'adaptation de domicile a été suspendu faute de budget.

Près de 1,5 G\$ doivent actuellement être retranchés du budget de la santé, et il est indéniable que ces compressions affectent directement les services à la population. Parallèlement, les services de garde éducatifs subventionnés à l'enfance, déjà sous-financés, peinent à retenir leur personnel qualifié, compromettant ainsi le développement et la complétion du réseau.

Alors que les crises sociales se multiplient sur les fronts du logement, de l'itinérance et de la pauvreté, pour n'en nommer que quelques-unes, non seulement les programmes sociaux tels que l'aide sociale et le logement social sont insuffisants, mais le secteur communautaire est gravement sous-financé.

Dans notre milieu, les mesures d'austérité se traduisent notamment par :

- **Abolition de services dans un centre d'activité des Maladies Chroniques**
- **Maintenir des centres d'activités en moins de personnel soignants pour éviter de payer du temps supplémentaire (contingence non-sécuritaire)**
- **Augmentation des ratios dans une unité de psychiatrie courte et longue durée**
- **Arrêt de plusieurs projets pour la clientèle qui sont non-financés par le ministère**

Malheureusement, les signaux que vous avez envoyés lors de votre dernière mise à jour économique, présentée le 21 novembre, ne nous encouragent pas. Avec des « augmentations » de dépenses inférieures à l'augmentation des coûts du système, nous craignons que cela n'entraîne de nouvelles coupes affectant les services publics.

En parallèle, votre gouvernement, qui n'a pas amélioré l'accès au réseau de la santé, continue de pousser sa politique de privatisation contre vents et marrées. Par ailleurs, vous manquez une occasion cruciale face à la crise du logement en ne priorisant pas le logement social, une solution essentielle pour répondre à la détresse de nombreuses familles et personnes vulnérables.

Alors qu'il est démontré que l'apport du secteur privé coûte davantage au Québec, nous sommes en droit de nous demander dans l'intérêt de qui ces politiques sont mises en place, sinon pour les plus riches de notre société.

Actuellement, plus de deux millions de Québécois-e-s n'ont toujours pas de médecin de famille, les listes d'attente pour des interventions chirurgicales ne cessent de s'allonger, et des milliers de personnes attendent désespérément un logement à loyer modique ou consacrent plus de 30 % de leurs revenus à se loger. Pis encore, le gouvernement s'apprête à couper certaines prestations d'aide sociale exacerbant ainsi la précarité. Cerise sur le sundae, nous sommes confrontés à une crise environnementale sans précédent, dont les répercussions concrètes et dévastatrices frappent de plein fouet la vie de plusieurs personnes.

Le Québec se trouve aujourd'hui au seuil d'une fracture sociale. Il ne s'agit plus, comme votre gouvernement se plaît à le dire, de simplement « faire plus » d'année en année, ce qui peut paraître logique face aux seuls effets de l'inflation, de la croissance démographique et du vieillissement de la population. Il est désormais impératif de se doter des moyens nécessaires pour mettre en place les mesures urgentes qui permettront de sortir le Québec de ces crises. Le Québec est une société riche, une province au sein d'un pays du G7 Il n'y a aucune justification valable pour ne pas être de soutenir collectivement l'ensemble de la population, en renforçant nos programmes sociaux, notre secteur communautaire et nos services publics.

Un changement de vision s'impose. Les politiques fiscales mises en place depuis près de 50 ans ont affaibli le filet social à un point tel que c'est désormais l'équilibre même de notre société qui est menacé. Nous vous enjoignons à faire preuve d'ambition et à mettre en place les mesures nécessaires pour rétablir ce filet social, afin de garantir un avenir plus juste et équitable pour toutes et tous.

Une fiscalité progressive plutôt que des coupes

La Coalition Main rouge, une vaste coalition rassemblant une quarantaine de groupes sociaux, communautaires et syndicaux, exige un changement de cap dans les politiques publiques du gouvernement. Nous croyons que ces politiques doivent prioriser les besoins de la grande majorité de la population et contribuer à la justice sociale. Nous refusons que la lutte au déficit se fasse au détriment des personnes plus démunies, ni qu'elle accentue la destruction du filet social et des services publics. Au contraire, nous estimons que c'est par une [fiscalité progressive](#) qu'il faut aborder la question des finances publiques, pour garantir une répartition plus équitable des richesses et un financement adéquat des services essentiels.

La population du Québec mérite un filet social solide, accessible, universel et gratuit. Cela implique que les fonds publics soient utilisés pour le financer, et non pour subventionner des multinationales indifférentes au bien-être de la population. De nombreuses solutions existent pour financer les services essentiels : il revient au gouvernement de choisir le camp de la majorité de la population plutôt que celui des plus privilégiés.



Syndicat affilié à la FIQ et membre de la Coalition Main Rouge

Cc : Fédération interprofessionnelle de la santé du Québec- FIQ